

# JOURNEE INTERNATIONALE DES MIGRANTS

**MERCREDI 18 DECEMBRE 2024**

**COLLOQUE  
BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS  
(29, BD DU TEMPLE)  
SALLE HENAF**



**À PARTIR DE 18 H 30**

**AVEC DES COLLECTIFS DE JEUNES MIGRANTS ISOLÉS, DE SANS PAPIERS, DES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE RACISME VENUS DE TOUTE LA FRANCE ET D'EUROPE...**

Pour cette journée, nous avons voulu mettre l'accent sur les conditions de vie particulièrement difficiles des jeunes migrants qui arrivent en France par désespoir et se retrouvent, pour un grand nombre d'entre eux, dans le dénuement le plus total, livrés à eux mêmes, sans aucun soutien ...

## **ENSEMBLE EXIGEONS**

- Un véritable accueil des jeunes migrants qui arrivent sur le territoire français ;
- Un accès à la scolarité ou à une formation selon leurs besoins afin de construire leur avenir ;
- Un logement digne et adapté pour toutes et tous ;
- Une prise en charge de leurs titres de transport pour éviter la menace constante d'une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) ;
- Un véritable accès aux soins médicaux ;
- L'arrêt des évaluations de minorité...



**COMITE LOCAL DE NANTERRE  
27, RUE SADI CARNOT,  
MRAP@NANTERRE.FR**

**TOUS ENSEMBLE LUTTONS CONTRE LE RACISME  
ET LES DISCRIMINATIONS !!!**

# **NOS JEUNES MIGRANTS SONT EN DANGER**

Ils sont venus chercher de la protection et un avenir meilleur et ils font face à des conditions d'accueil indignes d'un pays comme le nôtre, à un abandon institutionnel et à une politique de discrimination de plus en plus insupportable du fait de la montée inexorable du racisme et de la haine ...

Les évaluations de minorité , loin de les protéger, sont défailtantes et injustes car depuis un certain temps elles sont de plus en plus négatives, ce qui les plonge dans une insécurité extrême, privant celles et ceux qui en sont l'objet de la prise en charge à laquelle tout jeune devrait avoir le droit : notamment l'accès

- à l'école ou à une formation,
- à un logement décent,
- aux transports,
- aux soins médicaux ...

Ainsi leurs droits sont ignorés, leur place est remise en question, de nombreuses institutions ne veulent pas les accueillir et même les rappels à l'ordre de la défenseure des droits et des institutions internationales n'y changent rien

Les choix politiques actuels de non accueil, de fermeture des frontières et de stigmatisation s'inscrivent dans une trajectoire politique toujours plus réactionnaire dont les multiples lois et les mesures anti-immigration votées ces dernières années sont la parfaite illustration.

Ces politiques de refus des droits des jeunes migrants sont justifiées par des discours les dépeignant comme des dangers alors qu'au contraire, c'est la précarité dans laquelle ils se trouvent qui les met en danger ...

Logés dans des lieux inadaptés et dans des conditions inhumaines, ils ne bénéficient pas tous du droit à la scolarité ou à une formation et certains se retrouvent sans perspectives, ne pouvant rien faire de leurs journées, dans l'attente d'un éventuel procès qui décidera de leur avenir...

